

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 7 au 14 septembre 2026

Fait marquant

Les aéroports britanniques perturbés par une panne informatique majeure du service de contrôle aérien

Le service britannique de contrôle aérien (NATS - *National Air Traffic Control*) a été frappé le 8 septembre par une panne informatique majeure provoquant de fortes perturbations dans les aéroports britanniques sur plusieurs jours.

Des dizaines de milliers de passagers ont été bloqués en raison de près de 2000 annulations de vol. Le système de contrôle aérien britannique avait déjà connu d'importantes difficultés techniques en 2023 et en 2025. L'hypothèse d'une cyberattaque a rapidement été exclue.

Plusieurs compagnies, dont British Airways, Virgin Atlantic et easyJet, ont critiqué des « erreurs systémiques » dans la gestion du NATS, une organisation privatisée en 2000 mais détenue à 49% par le gouvernement britannique. Alors que le PDG de Ryanair, Michael O'Leary, réclamait sa démission, le gouvernement a maintenu son soutien au directeur général de NATS Martin Rolfe.

Ce dernier a annoncé qu'une enquête approfondie serait menée. La ministre des Transports Heidi Alexander a également ordonné à l'autorité de régulation de l'aviation civile (CAA) une revue indépendante de six mois pour établir les causes de l'incident.

Energie-climat

La mise à niveau du réseau électrique doit accélérer, selon l'organe de surveillance des dépenses publiques

Le *National Audit Office* [alerte](#) sur le risque d'une hausse de la facture d'électricité des ménages liée au manque de rapidité dans la mise à niveau du réseau de transport d'électricité. Le plan de 70 Mds£ comprenant près de 80 projets de mise à niveau du réseau (pylônes, lignes aériennes, sous-stations) est toujours en cours de mise en œuvre (seuls 16 projets terminés) et pourrait ne pas avancer suffisamment rapidement au regard de la connexion à venir de nouvelles sources de production, notamment renouvelables.

Selon l'organisme de contrôle, sans accélération dans la livraison des mises à niveau, les coûts liés à l'équilibrage du réseau pourraient 7,8 Mds£ d'ici 2030 (1,9 Mds£ en 2025-26), *in fine* reportés sur les factures des consommateurs, compromettant les objectifs de décarbonation et de maîtrise des coûts du gouvernement.

Le gouvernement repousse la décision d'autorisation des forages gazier et pétrolier en mer du Nord

Alors qu'une décision était largement attendue au mois de septembre quant à l'autorisation donnée ou non au forage gazier de Jackdaw, situé à l'Est Aberdeen, le gouvernement la [repousserait](#) finalement à une date inconnue, sans doute postérieure à l'élection partielle du 8 octobre prévue pour désigner le successeur de Keir Starmer à la Chambre des Communes.

Pour ce projet comme pour celui du forage pétrolier de Rosebank, les autorisations accordées par le précédent gouvernement conservateur avaient été remises en cause en justice et devaient donc faire l'objet de nouvelles décisions.

Environnement

Le manque d'eau dans les sols les plus touchés par la sécheresse pourrait persister pendant six mois

[Selon](#) le *UK Centre for Ecology and Hydrology*, la plupart des sols gallois et anglais souffre de sécheresse. Dans les régions les plus touchées du sud de l'Angleterre, le déficit d'humidité dans les sols serait susceptible de perdurer au cours des six prochains mois.

La tarification de l'eau pour les usages industriels pourrait faire l'objet d'évolutions

Après un été très sec, et alors qu'il a été récemment [estimé](#) que la consommation de 1% des entreprises britanniques correspond aux besoins quotidiens en eau de 10 millions de personnes, des réflexions sur la tarification de l'eau pour des usages industriels [seraient engagées](#) à la demande du gouvernement. Aujourd'hui, les entreprises grandes consommatrices d'eau peuvent bénéficier de prix dégressifs.

Ces réflexions interviennent dans un contexte d'augmentation de la facture d'eau pour les ménages et alors que 27 millions de personnes ont été touchées par des restrictions d'usage de l'eau cet été.

Industrie

Jaguar Land Rover prévoit jusqu'à 4 000 suppressions d'emplois sur deux ans

Le constructeur britannique Jaguar Land Rover, propriété du groupe indien Tata Motors, a annoncé la préparation d'un plan de départ volontaire devant conduire à la suppression d'environ 4 000 emplois au cours des deux prochaines années (soit 10% de ses effectifs mondiaux).

Cette annonce s'inscrit dans un plan de réduction de coûts de 1,7 Md£ dévoilé en juin par le PDG du groupe P.B. Balaji, qui doit permettre à JLR d'atteindre un seuil de rentabilité autour de 300 000 unités vendues par an, contre 380 000 actuellement. Les ventes de l'entreprise ont en effet diminué d'environ 20% en deux ans.

Le groupe JLR est mis sous pression par la baisse de ses ventes face à l'arrivée rapide de constructeurs chinois sur le marché britannique, y compris sur des segments haut de gamme jusqu'ici préservés. L'entreprise, fragilisée l'an dernier par l'instauration de droits de douane sur ses exportations vers les Etats-Unis, se remet également

des conséquences d'une importante cyberattaque survenue l'an dernier, et qui avait contraint JLR à l'arrêt de sa production pendant plus d'un mois.

Le ministre du Commerce et des Entreprises Jonathan Reynolds a indiqué s'être entretenu avec JLR et le syndicat Unite, et devrait participer à des échanges conjoints la semaine prochaine. Il a toutefois fait part d'une certaine réserve quant à la nécessité pour l'Etat d'intervenir, jugeant que le renforcement de la compétitivité du groupe dans un environnement international concurrentiel faisait partie des impératifs pour le constructeur.

L'annonce du constructeur s'inscrit toutefois dans un contexte social difficile pour l'automobile britannique, alors que d'autres constructeurs britanniques comme Aston Martin et Bentley ont annoncé également des réductions d'effectifs.

McLaren annonce la création de 1 000 emplois au Royaume-Uni

A l'inverse de JLR, le constructeur britannique de voitures de sport McLaren a annoncé qu'il prévoyait la création de 1000 emplois au Royaume-Uni, dans le cadre d'un investissement de 450 M£ dans son centre technologique de Woking. McLaren emploie actuellement plus de 2 500 personnes et fabrique l'ensemble de ses véhicules au Royaume-Uni.

Cet investissement s'inscrit dans le cadre de la refonte stratégique de l'entreprise menée par son PDG Nick Collins depuis la fusion l'an dernier avec la start-up britannique de véhicules électriques haut de gamme Forseven Holdings. Il fait également suite au rachat de McLaren par la société d'investissement émirati CYVN de McLaren au fonds souverain bahreïni Mumtalakat l'an dernier, qui était associée à un plan d'investissement de 2Md\$ sur cinq ans.

Le gouvernement et Alstom annoncent un investissement d'1Md£ dans une flotte de trains à batterie

Le Premier ministre Andy Burnham a annoncé la commande de 29 trains à batterie produit par Alstom dans l'usine historique de Litchurch Lane à Derby.

Cette décision doit permettre de contribuer à la modernisation du réseau Transpennine, qui traverse le nord de l'Angleterre, et dont plusieurs segments ne sont pas électrifiés. Les 29 nouveaux trains devraient permettre de renforcer de 30% la capacité du réseau, tout en réduisant de 10 à 15 minutes le temps de trajet entre Manchester, Leeds et York.

Cet investissement doit également permettre de créer 350 nouveaux emplois sur le site et 6000 dans la région de Derby. Le site de Litchurch Lane, racheté par Alstom en 2021 et en activité depuis 1876, est régulièrement fragilisé par les irrégularités de son carnet de commandes – en 2024, la commande par TfL de 10 nouveaux trains pour la Elizabeth Line avait permis à l'usine de continuer à fonctionner malgré un contexte économique difficile.

Dans le cadre de la nationalisation du secteur ferroviaire et son intégration au sein de l'organisation publique Great British Railways (GBR), la commande de matériel roulant devrait continuer à être effectuée par des entreprises de leasing (*rolling stock companies*). La nouvelle flotte d'Alstom devrait ainsi être achetée par l'entreprise RockRail, et louée à l'opérateur (public) TransPennine Express.

Transports

Nouvel objectif intermédiaire de croissance pour le fret ferroviaire britannique

La ministre des Transports Heidi Alexander a annoncé la fixation d'un nouvel objectif intermédiaire de croissance du fret ferroviaire : celui-ci devra ainsi croître d'au moins 40 % d'ici 2040, première étape vers une ambition de 75 % de croissance d'ici 2050. Cette hausse devrait correspondre à une augmentation de 15Md£ de la valeur des marchandises transportées annuellement par fret ferroviaire (qui s'élève aujourd'hui à 34 Md£).

La définition de cet objectif doit d'encourager l'investissement dans ce secteur qui présente un fort potentiel de réduction des émissions : l'atteinte de l'objectif de +40% pourrait permettre l'économie d'un million de tonnes de CO2 par rapport au transport par voie routière.

Cette annonce s'inscrit dans le cadre de l'examen du Railways Bill, le texte de loi créant Great British Railways, sur lequel travaille

désormais la chambre des Lords. Le Railways Bill devrait comporter des dispositions sur le fret, notamment à travers l'instauration d'un objectif légal de croissance, et l'octroi de pouvoirs à GBR pour s'assurer de son atteinte.

Les bus de Liverpool de nouveau sous contrôle public

La région métropolitaine de Liverpool a annoncé le lancement d'un programme de reprise sous contrôle public de son réseau de bus. Emprunté par 93M de passagers par an, ce dernier était exploité depuis 1986 par plusieurs opérateurs privés sans réelle coordination publique. A partir de septembre, un système de franchises similaire à celui de Londres et de Manchester sera graduellement déployé, et accordera aux dirigeants locaux davantage de contrôle sur les itinéraires, l'image de marque et les tarifs.

Cette transformation est soutenue par un financement de l'Etat à hauteur de 86,3M£ jusqu'en 2029, complétés par une part d'une enveloppe ponctuelle de 3M£.

Le Premier ministre Andy Burnham a salué cette réforme portée par le maire de Liverpool Steve Rotheram, allié du Premier ministre et co-auteur de son livre programmatique *Head North*.

Liverpool fait partie des six autorités métropolitaines soutenues par le gouvernement pour mettre en place des services de bus franchisés. Cette mesure s'ajoute au plafonnement national des tarifs de bus à 2 livres à partir de janvier 2027 et à l'extension de la gratuité des bus aux personnes handicapées à partir d'avril.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Industrie, Transports), Lilian Tretout (Energie, Climat, Environnement), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr